



INFO Prestations familiales

Le 6 juin 2016, la commission parlementaire de la Famille et de l'Intégration a adopté le rapport sur le projet de loi n°6832 portant réforme des prestations familiales, pour être soumis au vote de la Chambre des Députés avant les vacances d'été. La présente édition du LSAP-Info renseigne sur les principaux éléments de cette réforme et les arguments qui parlent en sa faveur.

Les éléments essentiels de la réforme des prestations familiales

- L'élément central de la réforme des prestations familiales est l'uniformisation du montant des allocations familiales (« Kannergeld »).
- A l'avenir, tous les enfants nés après la mise en vigueur de la réforme (ou ceux dont le droit aux prestations s'ouvre après cette date, comme par exemple les enfants de travailleurs frontaliers commençant à travailler au Luxembourg après cette date) auront droit à 265 € par mois. La bonification d'impôt pour enfants (introduite en 2008 en lieu et place des abattements) est intégrée dans le montant unique.
- Ce système remplace le système actuel du groupe familial, où le montant par enfant augmente avec le nombre d'enfants. Le nouveau montant a été fixé sur base du montant actuel pour un enfant unique et arrondi vers le haut.
- Les enfants nés avant la réforme continueront à percevoir les mêmes montants d'allocations familiales qu'actuellement.
- Par contre, les nouvelles majorations d'âge arrondies vers le haut, de 20 € (au lieu de 16,17 €) par mois pour les +6 ans, respectivement de 50 € (au lieu de 48,52 €) pour les +12 ans, profiteront à tous les enfants.
- L'allocation de rentrée scolaire, qui actuellement augmente plus que proportionnellement par rapport au nombre d'enfants présents dans le ménage, sera également uniformisée. Les nouveaux montants liquidés une fois par an au moment de la rentrée scolaire s'élèveront à 115 € par enfant pour les +6 ans et à 235€ par enfant pour les +12 ans.
- L'allocation spéciale supplémentaire versée pour enfants handicapés en supplément de l'allocation familiale est également arrondie vers le haut et s'élèvera à 200 € par mois. Elle est due jusqu'à l'âge de 25 ans maximum, si les conditions d'octroi pour l'allocation familiale sont remplies.
- La Caisse nationale des prestations familiales sera dénommée « Zukunftskées » ou « Caisse pour l'avenir des enfants » (CAE) ; l'allocation réformée s'appellera « allocation pour l'avenir des enfants ».

Les arguments en faveur de la réforme

- **Pourquoi procéder à l'uniformisation des allocations familiales ?**

Le Gouvernement estime que tous les enfants sont égaux et qu'en matière de prestations familiales ils devraient être traités de manière égale - indépendamment du nombre de leurs frères ou sœurs ou de leur rang dans la fratrie.

- **Pourquoi le montant unique se base-t-il sur le montant actuel d'un enfant unique ?**

Il faut dire qu'en comparaison avec les autres pays européens, le montant de 265 euros par enfant et par mois est très élevé.

Selon diverses études étrangères, les frais à supporter par un ménage en raison de la présence d'enfants n'augmentent pas plus que proportionnellement par rapport au nombre des enfants, mais diminuent même légèrement. C'est pour cette raison que le LSAP a plaidé dans son dernier programme électoral pour une telle mesure qui prévoit les mêmes allocations pour chaque enfant.

Par ailleurs, le système actuel du « groupe familial » est extrêmement complexe à gérer, engendre une bureaucratie énorme et conduit, au vu des nombreuses familles recomposées, à de nouvelles inégalités, voire à des situations d'abus. Le fait d'uniformiser le montant de l'allocation familiale et de l'allocation de rentrée scolaire, tout comme l'intégration de la bonification pour enfants (versée actuellement à part) simplifiera le travail de la future « Caisse pour l'avenir des enfants ».

- **Le Gouvernement fait-il des économies sur le dos des enfants et des familles ?**

Non, le Gouvernement a pris l'option de favoriser les prestations en nature par rapport aux prestations en espèces : ainsi, l'offre et surtout la qualité des services d'éducation et d'accueil seront améliorées et le système des chèques-service accueil réformé. Cette politique correspond aux conclusions du comité de coordination tripartite de 2006, où les partenaires sociaux ont convenu de « désindexer (...) les prestations versées par la Caisse nationale des prestations familiales (...) afin de créer les marges budgétaires suffisantes pour financer les nouvelles priorités dans le domaine de la politique familiale », à savoir l'accueil des élèves en dehors des heures de classe et la multiplication des foyers de jour pour enfants. Par ailleurs, l'introduction d'un encadrement multilingue pour les enfants en bas âge (et gratuit pour les plages correspondant aux horaires de l'école) est en train d'être préparée.

S'y ajoute tout un paquet de mesures visant à mieux soutenir les familles qui en ont besoin. Ainsi, dans le cadre du système d'aides financières pour études supérieures, la bourse allouée selon des critères de revenu sera revue à la hausse. Pour tenir compte du poids du coût du logement pour les familles, le Gouvernement vient d'introduire la subvention de loyer. D'autres mesures, p. ex. pour soutenir les jeunes familles lors de l'acquisition d'un logement sont en préparation. Enfin, le Gouvernement est en train d'élaborer des mesures en faveur des familles monoparentales.

Le LSAP insiste par ailleurs que les prestations familiales en nature et en espèces soient adaptées régulièrement à l'évolution du salaire médian. L'introduction d'un tel mécanisme d'adaptation fera l'objet d'un projet de loi particulier.

- **Que dire des reproches selon lesquels le Gouvernement ne laisse pas le choix aux familles de s'organiser librement ?**

Chaque famille pourra décider librement comment elle veut organiser sa vie.

Par contre, l'ancien modèle familial, selon lequel l'un des partenaires – le plus souvent la femme – s'arrête de travailler pour s'occuper des enfants et du ménage, se caractérise par l'incertitude, l'insécurité, la dépendance et, bien souvent, la misère pour le partenaire en question. En effet, en cas de séparation, celui-ci ne peut se prévaloir d'expérience professionnelle, n'a pas de relation de travail ni de carrière propre en matière de pension. Souvent, il ne reste que l'assistance sociale pour pouvoir survivre.

Estimant qu'il ne convient plus de subventionner un tel modèle familial, le Gouvernement considère qu'il faut plutôt encourager les deux partenaires à rester actifs professionnellement et à s'occuper ensemble des enfants et du ménage. Un tel modèle bénéficiera à tous : aux femmes, au moins aussi bien diplômées que les hommes, puisqu'elles peuvent faire valoir leur savoir et leur savoir-faire ; aux hommes, puisqu'ils pourront passer plus de temps avec leurs enfants ; et aux enfants, puisqu'ils profiteront ainsi de leurs deux parents.

S'y ajoute que de toute façon, dans bon nombre de jeunes ménages, les deux partenaires doivent travailler pour pouvoir financer un logement.

- **Le Gouvernement veut-il forcer les parents à « déposer » leurs enfants dans des structures d'accueil du matin jusqu'au soir ?**

Non, loin de là. Le Gouvernement vise à améliorer les conditions facilitant la conciliation entre vie familiale et exigences professionnelles : la réforme du congé parental avec une indemnité plus intéressante et la possibilité de moduler le congé parental, la flexibilisation du congé pour raisons familiales, les négociations en vue de l'introduction d'un droit au temps partiel, les discussions au sujet de comptes épargne-temps sont autant d'initiatives allant dans ce sens.

Il faut souligner également que les enfants peuvent beaucoup profiter d'un service de qualité en structure d'accueil : la vie en commun avec leurs copains et copines permet le développement de compétences sociales ; l'encadrement par du personnel qualifié et motivé proposant des activités très diverses peut procurer aux enfants des expériences nouvelles et enrichissantes.